

Déclaration du Conseil de coordination des retraités du secteur public au Liban

Face à la détérioration quotidienne de la vie du citoyen libanais, à la baisse intolérable du pouvoir d'achat des salaires, traitements et pensions, et à la perte de biens de base pour la régularité de la vie des citoyens, l'État continue de ralentir toute solution qui réduit ces charges, mais nous voyons le Gouvernement tenter de contourner la grève du personnel d'encadrement qui dure depuis plus d'un mois, avec un patchwork qui ne chante pas ou ne grossit pas de faim, tout en essayant de créer un fossé entre les secteurs fonctionnels des employés, La distinction entre les groupes est d'autre part, et entre eux tous et les retraités d'une part la gomme.

Dans ce contexte, le Conseil pour la promotion des retraités du secteur public souhaite annoncer ce qui suit :

- 1- Le Conseil de coordination des retraités du secteur public soutient les demandes formulées par l'Association des employés de l'administration publique sur la correction des salaires et des pensions, et son soutien à son mouvement et à toute action d'autres organismes fonctionnels, en particulier les organismes éducatifs de différents types.

- 2- Le Conseil met en garde contre le fait d'ignorer les droits des retraités dans toute proposition de solution ou de loi qui n'assimile pas un salarié qui travaille à un retraité dont la vie est passée au service de son pays natal, un soldat, un enseignant, un cadre ou un représentant de son pays dans quatre parties du monde. Nous mettons donc en garde contre le contournement des droits des retraités en limitant les augmentations salariales à la permanence, ce qui signifie une correction fictive qui frapperait le secteur public sur la voie de l'abolition du service public.
- 3- Le Conseil de coordination souligne que les pensions des membres des agences militaires et de sécurité, qui sont divisées sur la base d'un salaire et de suppléments, sont incitées à exiger que ces suppléments soient inclus sur la base de la pension lorsqu'il s'agit d'une correction visant à obtenir la justice et l'égalité avec les autres employés du secteur public, contrairement à la grande injustice infligée aux éléments de ces organes à la retraite et au service effectif lors de l'approbation de l'aide sociale calculée sur la base d'un salaire sans suppléments.
- 4- Le Conseil souligne la nécessité absolue d'assurer les médicaments et l'hospitalisation des retraités, avec le soutien rapide et approuvé des exigences de la phase, en fournissant à la coopérative des employés de l'État et des fonds garants les fonds nécessaires, et en

augmentant leurs budgets en fonction des coûts élevés des dépenses de santé.

5- Tout en annonçant une communication continue avec les responsables pour discuter des solutions appropriées, le Conseil de coordination des retraités du secteur public soutient toute initiative de l'Association des employés de l'administration publique, tout en appelant à la coordination des efforts entre les autres organes syndicaux des employés et les organismes éducatifs, les retraités à prendre des mesures conjointes, ainsi que la coordination avec tous ceux qui soutiennent notre mouvement des organes syndicaux.

Beyrouth le 26 juillet 2022

Conseil de coordination pour les retraités du secteur public